

La guerre du FLN contre la France s'est transformée en guerre de religion



Depuis des années j'affirme que la guerre d'Algérie qui, avant 1954, fut effectivement une révolte contre la France colonisatrice, est devenue progressivement une guerre de religion : il ne fallait qu'aucun « non musulman » ne reste en Algérie après l'indépendance.

Il faut que ce soit un communiste, Jean-Pierre Lledo, partisan du FLN, qui a pris la nationalité algérienne et qui est resté en Algérie indépendante jusqu'en 1993 qui le confirme dans une déclaration faite plus d'un demi-siècle après la déclaration de l'indépendance.

Et je me vois contraint de le remercier, non seulement pour

cette déclaration mais également pour la réponse, en trois volets, apportée au « minable » rapport mémoriel remis par Benjamin Stora au président Macron.

Voici un extrait de cette confirmation :

« La déclaration d'indépendance du 1er Novembre 1954 a pour but un Etat souverain, mais « dans le cadre des principes islamiques ».

On se jure fidélité sur le Coran. On coupe le nez des déviants pris en flagrant délit. L'homosexuel est puni de la peine de mort, quel que soit son grade (le chef militaire Bachir Chihani en fera l'expérience). L'égorgement n'est pas un acte sauvage pour le combattant, puisque sanctifié par l'islam.

L'ennemi est « l'infidèle », la guerre est un « djihad ». On la mène au cri d' « Allahou akbar » (Allah est le plus grand). Et ceux qui la font sont des « frères » («khawa», c'est-à-dire des frères... musulmans). Dans les zones qu'il contrôle, le FLN remplace la juridiction française laïque par la charia.

Un des grands dirigeants de la lutte armée, et particulièrement du massacre du 20 août 1955 dans l'est-algérien, Lakhdar Ben Tobbal, avoue dans ses mémoires avoir fait la guerre aux non-musulmans : « Bons ou mauvais, je ne faisais pas de différence ».

Un autre dirigeant, Si Abdallah, témoigne : « Nous n'arrivions pas dans une mechta en soldats révolutionnaires mais en combattants de la foi et il est certain que l'islam a été le ciment qui nous permit de sceller notre union...»

Même un des dirigeants, souvent présenté comme le Saint Just laïque de la révolution et qui sera assassiné par les siens, le Kabyle Abane Ramdane, ne dérogera jamais à l'idéologie dominante qui se veut « arabo-musulmane », et à ce titre signera un texte contre « les berbéristes », destiné à la Fédération de France du FLN.

Quant à l'autre chef kabyle, le Colonel Amirouche, très peu savent qu'il adhéra à l'Association des Oulémas (d'où sortiront plus tard les cadres de l'islamisme), qu'il défendit la langue arabe contre le berbère, qu'il s'opposa radicalement aux « berbéristes » (nationalistes qui ne voulaient pas d'une Algérie fondée sur des critères ethniques ou religieux) et qu'il imposa les prières quotidiennes à ses subordonnés dans les maquis.

Aussi, le résultat d'une telle orientation pouvait-il être autre que celui qui s'imposa au moment de l'indépendance et que révéla clairement le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Ben Khedda, trente ans plus tard dans ses mémoires : « En refusant notamment la nationalité algérienne automatique pour un million d'Européens, nous avons prévenu le danger d'une Algérie bicéphale »?

Les accords d'Evian du 18 mars 1962 (qui ne furent jamais ratifiés par l'organe suprême du congrès de Tripoli) se refusaient à considérer les non-musulmans comme des Algériens. Diktat imposé par le FLN à la France, en échange de l'autorisation à exploiter le pétrole durant 10 ans. Les non-musulmans ne pouvaient devenir Algériens qu'en en faisant la demande, souvent refusée à des militants de la cause indépendantiste.

Dans le très officiel Mémorial des Martyrs d'Alger, aucun nom de combattants non-musulmans ne figure. Bien plus, à Ténès on débaptisera la rue Ghenassia en rue de Palestine : cet infirmier juif avait pourtant préféré mourir que fuir l'encercllement de l'armée française, afin de rester près de ses blessés.

En 1962, le million de chrétiens et de juifs n'eut d'autre choix que de quitter précipitamment ce qu'ils considéraient comme leur pays. Et pour ceux qui, malgré tout, continuaient à espérer pouvoir rester, on commandita l'assassinat du musicien

juif Raymond Leyris, le 22 Juin 1961, puis une année plus tard le massacre de centaines de non-musulmans à Oran, le 5 Juillet 1962, méfait à ce jour non-revendiqué par ses auteurs, et à propos duquel aucun historien algérien n'a encore osé entreprendre une recherche, comme on peut s'en douter.

Des preuves de « la dimension religieuse de la guerre d'Algérie », on pourrait encore en trouver de très nombreuses. Ce qui ne manque pas d'étonner, c'est plutôt le refus des élites algériennes comme européennes d'admettre l'évidence. Et si cela pouvait se comprendre durant la guerre d'indépendance, de leur point de vue (ne pas affaiblir « la révolution »), que dire aujourd'hui, 56 ans plus tard ? Ne serait-ce pas parce que cette stratégie de l'aveuglement rend encore quelques services aux élites dhimmisées en cette époque où les violences de l'islamisme, confinées jusque-là aux pays musulmans, sont en train, depuis plus de deux décennies, de s'exporter, notamment en Europe ? »

Jean-Pierre LLEDO (2018).

Si je peux parler de la guerre d'Algérie, et même de l'Algérie, mieux que Lledo jusqu'en 1962, il est bien évident qu'il peut, lui, parler de l'Algérie indépendante, de 1962 à 1993, bien mieux que moi

Manuel Gomez